ASSEMBLÉE NATIONALE

30 avril 2016

NOUVELLES LIBERTÉS ET DE NOUVELLES PROTECTIONS POUR LES ENTREPRISES
ET LES ACTIFS - (N° 3675)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 4897

présenté par
M. Richard

ARTICLE 2

À l'alinéa 199, après le mot :

« contractuelle, »

insérer les mots :

« avoir recours à un processus de médiation interne à l'entreprise avant de saisir le juge judiciaire, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le recours à la médiation interne permet d'éviter de judiciaireiser à outrance et de manière trop hâtive le rapport entre le salarié et l'employeur.